



ARGENTINE



D 2228 • Ar14
1-15 juin 1998

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Groupes de base
Mouvement social
Sujet-acteur
Milieu urbain
Pauvreté

L'Union des organisations de base pour les droits sociaux

UNE EXPÉRIENCE ORIGINALE DANS LES QUARTIERS DÉSHÉRITÉS DE CÓRDOBA

Depuis septembre 1992 existe à Córdoba une organisation originale de lutte pour les droits sociaux, travaillant particulièrement pour le logement, la santé, l'alimentation, l'éducation et le travail pour tous. C'est un bel exemple de ce que l'on appelle désormais les "nouveaux acteurs sociaux", pour les distinguer des acteurs habituels tels que

les syndicats ou les partis politiques. La brève présentation que ce mouvement fait de lui-même pour les lecteurs de DIAL introduit à une analyse qui est élargie aux mouvements sociaux urbains argentins, faite par Alberto Parisi, spécialiste en sciences sociales et parue dans Desafíos Urbanos (Córdoba, Argentine), décembre 97 - janvier 98.

Brève radiographie de l'Union des organisations de base pour les droits sociaux

L'Union des organisations de base pour les droits sociaux (UOBDS) est un mouvement social urbain s'attachant aux problèmes de survie. Il regroupe une centaine de communautés (coopératives, mutuelles et associations civiles) de cités d'urgence et de quartiers déshérités de la ville de Córdoba, en Argentine.

L'UOBDS, depuis sa création en septembre 1992, fait partie du Bureau de concertation des politiques sociales de Córdoba, dont font également partie le gouvernement provincial, cinq organisations non gouvernementales, (SEHAS, SERVIPROH, Mutuelle Mujica, La Minga, et CECOPAL¹), ainsi que la municipalité locale. Dans une première étape, jusqu'au début de l'année 1995, la relation entre l'UOBDS et le gouvernement provincial était très suivie et le Bureau de concertation disposait, à cette époque, d'un budget très important qui permit l'achat de terres pour les communautés, l'installation d'infrastructures, la construction et l'amélioration de logements, la construction de

1. Centre de communication populaire et d'assistance légale (NdT).

locaux communautaires et le fonctionnement de cantines pour les enfants. Mais ensuite le nouveau gouvernement provincial, installé au moment d'une crise financière sans précédent, ayant adopté une conception bien plus "clientéliste" des politiques sociales a pratiquement réduit en fait l'action du Bureau de concertation en diminuant l'aide financière. Face à cette situation, l'UOBDS a dû consacrer tout d'abord ses forces à faire pression sur le gouvernement provincial pour l'obliger à négocier. Elle a mobilisé ses communautés autour des soupes populaires, des manifestations populaires, des barages de routes, pour réclamer la réouverture du Bureau de concertation. Finalement le gouvernement a rouvert le Bureau, mais avec un budget limité. Par ailleurs il admettait que

les communautés participent à l'exécution de certains projets, mais non pas à la définition des politiques sociales. Pourtant ce sont les communautés qui connaissent le mieux les besoins des franges les plus appauvries.

Actuellement, l'UOBDS est organisée de la façon suivante : un Bureau exécutif de cinq membres, un groupe de délégués et une assemblée plénière qui définit les lignes d'action générales. Dans un premier temps, les communautés intégrées dans l'UOBDS étaient constituées de ceux qu'on appelait les "pauvres historiques" ou "pauvres structurels". C'étaient les secteurs sociaux qui, pendant des décennies, sont restés profondément marginalisés. Mais, dans les dernières années, on a constaté une forte présence de ceux qu'on appelle les "nouveaux pauvres"², membres de couches sociales qui, du fait du chômage croissant et de la baisse des revenus, ne peuvent plus assumer leur niveau de vie antérieur. Les revendications fondamentales de l'UOBDS concernent essentiellement le logement, la santé, l'alimentation, le travail pour tous, l'éducation et la participation à l'élaboration et à l'exécution des politiques sociales.

2. Cf. DIAL D 2149 (NdT)

Interview de Alberto Parisí :

"Mouvements sociaux urbains : les nouveaux acteurs"

Comment pourrait-on caractériser le panorama actuel des mouvements sociaux urbains en Argentine ?

Si nous empruntons l'image du théâtre, nous pouvons dire que dans les dix à quinze dernières années, la société a connu à la fois un changement de décors, d'acteurs et de scénario social, c'est-à-dire un changement assez substantiel. Pour répondre à votre question, il faut parler d'une **présence moins importante de certains acteurs traditionnels**³ comme les syndicats et, dans une certaine mesure, les partis politiques. D'autres secteurs qui jouaient jusqu'alors des rôles marquants, comme l'armée et l'Église, ont également perdu une part

3. Les passages en gras dans les réponses de l'intervé sont soulignés par nous (NdT).

de leur influence, encore que cette dernière tient toujours un rôle, mais à d'autres titres.

Dans la décennie 80 on a vu apparaître de nouveaux acteurs et de nouvelles revendications. Cependant, en Argentine, on parle déjà d'un certain déclin de ces nouveaux acteurs, ce qui n'a pas été le cas dans d'autres pays, comme le Brésil, le Mexique et le Pérou.

Qui sont ces nouveaux acteurs et comment sont-ils constitués ?

Ceux que nous appelons "nouveaux acteurs" répondent à des revendications qui n'existaient pas auparavant et qui maintenant sont à l'ordre du jour de la société. Sont ainsi apparus des groupes et des organisations d'un type nouveau comme les **organisations de base, de quartiers**. Les organisations classiques significatives des années 80 étaient les organisations de défense des droits de l'homme. On voit également apparaître des mouvements qui se sont organisés dans le style des mouvements européens, mais avec les préoccupations propres à notre société, comme les **mouvements féministes et écologiques** qui ont des antécédents très clairs dans les pays du centre.

D'autres mouvements sont nés dans les quartiers de la nécessité de faire la lumière sur des faits de mort, ou d'œuvrer en faveur des victimes des agressions quotidiennes, ou de ceux et celles qui sont morts dans des conditions douteuses, comme le cas exemplaire de Maria Soledad à Catamarca. On constate une **prolifération d'organisations et de revendications** qui cherchent à répondre aux préoccupations sociales. Le point faible de ces mouvements dans notre pays c'est la fugacité de beaucoup d'entre eux. Ils n'arrivent pas à se stabiliser comme c'est le cas des mouvements féministes et écologiques. On a constaté, en Argentine, que beaucoup de mouvements qui ont joué un certain rôle dans la décennie antérieure, n'ont plus le même pouvoir d'interpellation, ni de mobilisation sociale et nous ne pouvons pas les compter parmi les "nouveaux acteurs sociaux".



Desafíos Urbanos

Quelle serait la stratégie nécessaire pour que ces mouvements puissent jouer un rôle plus important et plus durable sur la scène sociale ?

D'abord, il faudrait établir des relations plus étroites entre ces nouveaux mouvements sociaux et les acteurs traditionnels de la société. Il me semble que s'est établie une mode qui est surtout venue d'Europe, qui fait que les nouveaux mouvements ont éclipsé définitivement les anciens acteurs sociaux, et que l'on a décrété la caducité du politique et spécialement de l'acteur syndical. Je crois que c'est là une grave erreur conceptuelle qui empêche toute relation et articulation entre les anciens et les nouveaux acteurs de la société civile.

L'articulation entre ces différents mouvements est une question stratégique et essentielle. Auparavant on disait que le rôle du militant syndical était de répondre aux revendications concernant la source de travail ; le rôle de l'acteur politique était différent et ses compétences étaient clairement définies. Cette stratégie de la société civile pour répondre aux revendications et générer des transformations est aujourd'hui en crise. Elle pourra se redéfinir et retrouver sa légitimité dans la mesure où on parviendra à l'articuler avec les revendications de ces nouveaux acteurs sociaux.

Cette articulation doit se faire, d'une part, au niveau des mouvements propres à la société et qui répondent à différents types de revendications. Il faut envisager, par exemple, la manière de mettre en relation les mouvements paysans, qui ont certaines revendications, avec le mouvement féministe. Ainsi le machisme des mouvements paysans ne pourra être surmonté qu'en établissant des liens avec le mouvement féministe qui défend l'égalité homme femme.

La stratégie que vous proposez implique une conception du tissu social que les acteurs concernés n'ont pas encore élaborée ?

Cela implique toute une conception du tissu social et une stratégie d'action à partir de la société civile qui pour nous sont encore totalement nouvelles. Et



Bibiana Fuchsler / Desafios Urbanos

cela par ignorance, par manque d'expérience et parce que les mécanismes et les ressorts agissant dans les groupes qui appuient et dirigent les organisations sociales sont incompréhensibles pour nous qui sommes issus de la petite bourgeoisie intellectuelle. Ils sont le reflet des différences politiques, idéologiques et méthodologiques.

Cette situation tend à freiner le développement d'une stratégie de réseau qui est essentielle. De plus, le lien avec l'action politique me paraît décisif ; si les mouvements sociaux et les initiatives provenant de la société civile ne s'articulent pas avec la lutte politique, leurs revendications n'auront aucune efficacité. Dans la mesure où ces mouvements ne s'engagent pas dans la lutte pour le pouvoir, ils n'aboutiront à rien, parce que c'est la lutte pour le pouvoir qui permet, en dernière instance, la transformation de la société.

À partir de votre compréhension des mouvements sociaux contemporains en Argentine, quelle est votre vision de la situation actuelle de l'Union des organisations de base pour les droits sociaux de Córdoba ?

L'UOBDS est jusqu'à présent la seule organisation qui soit parvenue à réunir différentes composantes de la base et à en faire des interlocuteurs dans le débat, la gestation et la gestion des politiques sociales dont ils sont bénéficiaires. C'est une expérience inédite dans le pays, je n'en connais pas de semblable.

(...)

Selon vous, quelles sont les capacités de l'Union dans cette gestion ?

Dans la mesure où l'Union rassemble une grande quantité d'organisations de base, elle a la capacité non seulement de se confronter avec l'État, mais aussi de se concerter avec lui. Très peu d'autres d'organisations ont cette capacité, ce poids social.

En second lieu, s'il y a quelque chose de nouveau dans l'Union, c'est qu'elle est devenue une interlocutrice du pouvoir, et pas seulement pour s'asseoir à une table et lui présenter nos revendications ; l'Union a été plus que cela, elle a participé à la mise en œuvre de projets politiques. Elle est entrée en débat avec le pouvoir sur des thèmes qui appartenaient exclusivement à celui-ci comme l'affectation des ressources, en particulier celles du budget social, ce qui ne s'est produit nulle part ailleurs dans le pays. Il convient donc de renforcer cette capacité parce que, à mesure que l'Union se développe, elle peut réclamer davantage, en particulier auprès du secteur politique. Et le secteur qui sera capable d'assumer ces revendications se verra légitimé de ce fait ; nous espérons que ce seront les partis les plus progressistes. (...)

L'Union peut-elle jouer un rôle autre que fondamentalement revendicatif et immédiat ?

Dans la mesure où l'Union a discuté des aspects de la politique sociale avec le gouvernement, elle n'engage pas le débat sur des questions purement conjoncturelles. En négociant les modalités de répartition du budget destiné à l'action sociale, l'Union est

allée bien plus loin que d'autres organisations ; le gouvernement n'engage pas de débat sur ces thèmes avec les syndicats, par exemple. Les limites de l'UOBDS résident dans le fait qu'elle **ne traite que des secteurs touchés par la pauvreté structurelle**. Il faudrait sans doute aller plus loin dans l'articulation des revendications.

L'intégration des nouveaux pauvres - ce qui constitue une avancée dans l'articulation sociale -, risque-t-elle de provoquer des tensions à l'intérieur de l'Union et la rendre vulnérable ?

Il n'y a pas de doute qu'un conflit va surgir à l'intérieur de l'Union. Nous sommes conscients que la **différence entre les nouveaux pauvres et les pauvres structurels** est d'ordre culturel et non pas économique. Le danger d'une certaine hiérarchisation existe :

ceux qui ont plus de culture tendront à se situer au haut de la pyramide, reproduisant ainsi la structure sociale. Il faut y être très attentif et trouver les moyens de re-démocratiser une organisation constituée de groupes de provenance sociale différente. La composition interne est un point de vulnérabilité, mais elle indique aussi une avancée.

Autre point de vulnérabilité : la provenance des ressources. Celles-ci augmentent la capacité de l'Union, mais la rendent débitrice et le donateur peut imposer certaines directives à l'action.

À partir des nécessités, des forces et des risques que vous avez indiqués dans la situation actuelle de l'UOBDS, quelle perspective entrevoyez-vous pour l'avenir ?

Je ne voudrais pas répondre de manière dogmatique, mais l'Union est

condamnée à se développer ou à disparaître. Il n'y a pas d'alternative, elle ne peut pas rester telle quelle est. Si l'Union ne se développe pas dans le bon sens, **en s'articulant d'abord vers le bas et ensuite en fonction d'une stratégie politique**, elle va disparaître ou devenir le fourgon de queue du Secrétariat d'action sociale de la nation, ce qui serait extrêmement triste. Ce serait un développement dans une autre direction, et l'Union deviendrait un grand client manipulable par le gouvernement Menem, à Córdoba.

Titre et traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Le Festival *Musiques et Chants d'Amérique latine* aura lieu à Capvern-les-Bains du mercredi 5 août au dimanche 9 août.

Renseignements : Mairie Capvern - Bureau du festival - 65130 Capvern

Tel. 05 62 39 08 09 - Fax 05 62 39 16 82

Internet : [http : //capvern.edi.fr/capvern](http://capvern.edi.fr/capvern)



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18